

**DECLARATION LIMINAIRE
CGT - SOLIDAIRES**

Monsieur le président,

Le 4 août, le service régional de la Masse du Havre nous a envoyé une curieuse convocation. Nous sommes invités à participer à une commission de classement le 11 août 2011, où il ne sera probablement pas question d'attribution de logement mais plutôt de programmation immobilière 2012.

En terme douanier une telle manœuvre constitue un détournement de procédure.

Détournement il y a puisque cette question immobilière doit être débattue et soumise au vote en Conseil Régional de la Masse.

Or dans ce cadre, aucune réunion de la commission régionale n'est venue marquer cette année 2011, en totale infraction avec le règlement intérieur des CRM (titre 2 article 4) qui stipule qu'elle doit être tenue au moins deux fois par an : l'une avant le 15 avril pour la clôture de l'exercice pour la présentation du compte financier, l'autre avant le 15 septembre pour la préparation du budget de l'année suivante.

Nous n'avons pas à vous rappeler le contexte déplorable dans lequel nous évoluons depuis plusieurs années, marqué par des attaques incessantes sur le logement social douanier et sur le fonctionnement de l'EPA Masse.

Nous ne méconnaissons pas non plus les difficultés auxquelles sont confrontés nos collègues du service régional qui, malgré l'accroissement de la technicité, sont depuis des années en effectif insuffisant. A plusieurs reprises nous avons dénoncé cette situation et réclamé des agents supplémentaires.

C'est aux moyens de s'accorder aux principes et aux règles et non l'inverse.

Nous n'avons pas à gérer dans l'urgence, entre deux portes, des questions dont l'importance est majeure pour la pérennité de la cité des douanes du Havre, tout en sachant que c'est de manière mécanique que depuis des années les programmations sont reconduites et amendées sans être suivies d'une mise en œuvre.

Nous vous faisons le message auprès de la DG/EPA Masse pour transmettre notre exacerbaton sur ces pratiques que nous savons guidées par le calcul : faire semblant d'organiser une concertation pour au bout du compte ne rien faire et conserver les crédits pourtant votés et alloués à la rénovation des logements douaniers.

Pour toutes ces raisons, il est hors de question que les élus du personnel se prononcent ce jour dans une commission de classement sur la PI 2012.

Pour conclure , vous constatez vous même , alors que la gestion est encore locale, que vous ne pouvez assumer vos obligations. La centralisation rouennaise viendra parachever la démonstration.

Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage dit le proverbe.

Le Havre, le 11 août 2011